



BIO
en HAUTS-DE-FRANCE

LA Bienvenue

La lettre d'information de l'agriculture biologique en Hauts-de-France
N° 105 • janvier 2026 • www.bio-hautsdefrance.org



RÉSISTER, S'ADAPTER, RÉINVENTER

ÉDITO DE SOPHIE TABARY, PRÉSIDENTE

2026...je vous souhaite, de tout cœur, une année juste, une année ancrée et alignée avec vos valeurs. Je nous souhaite, à tous, de trouver, dans nos fermes, dans notre rapport aux autres, dans notre langage et dans nos territoires, à nos petites échelles, la capacité à continuer à trouver du sens dans les projets qui sont les nôtres.

Nous l'avons vécu pendant les journées d'hiver à Olhain, pendant le conseil d'administration de janvier, et j'espère pouvoir le vivre avec vous pendant les rencontres territoriales : se retrouver autour d'une même cause, l'agriculture biologique, avec des gens extrêmement différents et pourtant alignés, avec beaucoup d'humour et de chaleur humaine, et cette envie, toujours, de chercher, d'avancer, de rendre tangible la transition agricole. Encore une fois, nos problématiques sont, pleinement, et depuis longtemps, celles qui agitent le monde agricole aujourd'hui.

La souveraineté, l'autonomie stratégique, la capacité à résister quand les contraintes s'exercent de manière violente et imprévisible (le climat, la géopolitique, les engrains, les ressources), et cette vision qui nous pousse à toujours plus de cohérence et de prospectives, tout cela, ce sont des sujets que nous pétrissons depuis des années.

Encore une fois, j'ai été surprise de voir à quel point nous avons un temps d'avance. LA DNC a mis en évidence la fragilité de nos filières d'engraissement délocalisées. Or, depuis plus de 10 ans,

nous cherchons à revaloriser les veaux mâles issus de nos élevages bio, pour éviter de les envoyer dans des centres d'engraissements conventionnels basés à l'étranger, bien loin de nos préoccupations concernant le bien-être animal. De cette éthique naît aussi une opportunité : celle de réintroduire de l'élevage dans les systèmes de cultures, pour plus d'autonomie stratégique sur la fertilisation. Et, au final, cela s'avère être une stratégie de résilience en temps de crise sanitaire.

Jamais, donc, nous n'opposerons éthique, économie, agronomie et politique. Parce que cette transversalité, c'est ce qui donne un sens réel, une perspective, une vision, un espoir, qui force à dépasser les clivages pour trouver des solutions cohérentes aux problématiques qui nous étouffent. C'est aussi cette cohérence qui a permis à la campagne de crowdfounding de la Fabrique à Sucres d'explorer le compteur ; Il y a des gens derrière nous, qui nous soutiennent et qui ne demandent qu'à faire grandir nos idées. De nos solitudes épargnées peut naître une vraie force collective.

Il est d'autant plus rageant d'assister au cirque qui nous est imposé en ce moment.

Alors, avec colère, humour, amour, intelligence et tendresse, merci de faire partie de ceux qui tiennent la barre quand les vagues sont si hautes, et vive 2026. Personne ne sait ce que l'avenir nous réserve, et c'est bien pendant l'hiver, en bons paysans, que nous préparons le printemps.

SOMMAIRE

2 • ÉDITO !

3 • RÉSEAU EN RÉGION

« LA BIO, MON FUTUR MÉTIER » // CAP SUR HAZEBROUCK POUR DÉCOUVRIR LE GIEE
« HAUT LES PLANTES ! » // ANCRER DURABLEMENT LA BIODIVERSITÉ SUR VOTRE FERME // C'EST BIO MONCHAMP // LE CHIFFRE DU MOIS

4 • RÉSEAU NATIONAL

PACTE BIO POUR LES MUNICIPALES 2026 // LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL ET LA FNAB S'ALLIENT POUR DÉVELOPPER L'AGRICULTURE BILOGIQUE // DÉCOUVREZ CARTOBIO

5 • ACTUS DES PROJETS

LA REVUE DES PROJETS DE BIO EN HAUTS-DE-FRANCE

6-7 • LE TOUR DE LA QUESTION

FILIÈRE BIO : LA BOUFFÉE D'AIR

8 • OPTIMISATION DES SYSTÈMES

CHANGEMENT CLIMATIQUE : ACCOMPAGNER LES AGRICULTEURS FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS

9 • OPTIMISATION DES SYSTÈMES

LA VIANDE, NOUVELLE OPPORTUNITÉ POUR L'ÉLEVAGE BOVIN LAITIER ?

10 • TERRITOIRES

DURABILITÉ ET RÉSILIENCE DES PAT

11 • PORTRAIT DU MOIS

CHRISTOPHE DELATTRE, POLYCOLTEUR-ÉLEVEUR DANS LE BOULONNAIS

12 • AGENDA

ÉVÉNEMENTS ET FORMATIONS À VENIR



BIO
en Hauts-de-France

Bio en Hauts-de-France est soutenu par le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, le Conseil régional Hauts-de-France, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et les Conseils départementaux de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme.

Siège social, site Phalempin
4 ter rue Jean-Baptiste Lebas
59133 Phalempin · T 03 20 32 25 35

Site Amiens
14, rue du 8 mai 1945
80090 Amiens · T 03 22 22 58 30

Organisme de conseil indépendant
N° Agrément PI01462

www.bio-hautsdefrance.org
Youtube | Facebook | Insta

LABienvenue [N°105]

La lettre des actualités de l'agriculture biologique en Hauts-de-France

Directrice de la rédaction : Sophie Tabary

Comité de rédaction : Margaux Amblard, Simon Hallez, Jean-Baptiste Pertriaux, Tessa Durand

Maquettage : Bio en Hauts-de-France

Crédits Photos : Bio en Hauts-de-France, Adobe stock, Atypix Gab44, Emmanuel Vidal? Pierre-Yves Brunaud.

Imprimeur : Imprimerie Daddy Kate sur papier certifié PEFC

Numéro ISSN : 2431-1049.

Imprimé en 1600 exemplaires.



• RÉSEAU EN RÉGION

« LA BIO, MON FUTUR MÉTIER » : UNE JOURNÉE POUR OUVRIR LE CHAMP DES POSSIBLES

Jeudi 11 décembre, Bio en Hauts-de-France a réuni 160 jeunes apprenants à l'occasion de la journée « La bio, mon futur métier », organisée cette année avec l'Institut de Genech. Objectif : déconstruire les clichés sur les métiers agricoles et révéler le potentiel de l'agriculture biologique face au défi du renouvellement des générations. À travers des ateliers thématiques, des retours sur les visites de fermes réal-

isées durant l'automne et la découverte du parcours à l'installation, les élèves ont pu explorer la diversité des métiers, des modèles économiques et des formes d'organisation du travail en bio. Une journée riche en échanges, qui a permis de montrer concrètement l'agriculture biologique avec des rencontres de producteurs bio de la région, et peut-être de susciter de nouvelles vocations.



CAP SUR HAZEBROUCK POUR DÉCOUVRIR LE GIEE « HAUT LES PLANTES ! »

« Haut les plantes ! », un collectif engagé pour une production artisanale, bio et locale de PPAM (Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales) en Hauts-de-France. Un collectif qui mise sur une production 100 % bio, des cultures diversifiées et une cueillette sauvage responsable, un travail entièrement manuel respectueux du vivant, et une forte solidarité fondée sur les échanges techniques pour rompre l'isolement du métier. Objectif : structurer une filière régionale durable.



LE CHIFFRE DU MOIS

6 000

La page Facebook de Bio en Hauts-de-France a franchi le cap des 6 000 abonnés ! Merci pour votre fidélité ! Retrouvez-nous également sur LinkedIn et Instagram pour suivre toute notre actualité.



ANCRER DURABLEMENT LA BIODIVERSITÉ SUR VOTRE FERME



Vous souhaitez pérenniser les actions que vous menez en faveur de la biodiversité dans le cadre de votre engagement en AB ? Beaucoup d'entre vous s'interrogent sur les dispositifs permettant de sécuriser ces démarches dans le temps, notamment les Obligations Réelles Environnementales (ORE) et les Baux Ruraux à clauses Environnementales (BRE). Visionnez le replay du webinaire dédié, co-organisé fin novembre avec les structures partenaires.

SCANEZ POUR DÉCOUVRIR LA VIDÉO RÉALISÉE CHEZ LAURIE DEGRAEVE



C'EST BIO MON CHAMP

Dans les Hauts-de-France, la fierté d'être producteur bio s'affiche dans les campagnes. C'est bio mon champ est la déclinaison de la campagne nationale C'est Bio la France, portée par l'Agence bio, pour valoriser celles et ceux qui font vivre la bio, en Hauts-de-France. Il en reste quelques derniers exemplaires...

Rapprochez-vous de Tessa pour avoir votre bâche : t.durand@bio-hdf.fr.





• RÉSEAU NATIONAL

MUNICIPALES 2026 : LE PACTE BIO, UN ENGAGEMENT CONCRET POUR LES COMMUNES

À l'approche des élections municipales de 2026, la FNAB lance le Pacte Bio Municipales et appelle les candidat.es à s'engager en faveur de l'agriculture biologique sur leur territoire. Face aux enjeux de santé publique, de qualité de l'eau, d'alimentation et de transition écologique, les communes disposent de leviers concrets pour agir dès le prochain mandat.

Le Pacte Bio propose un cadre clair et opérationnel, fondé sur 5 engagements prioritaires, à la fois concrets, réalistes et mesurables. Ils permettent aux futur.es élus.e.s d'intervenir efficacement sur des compétences communales ou intercommunales déjà existantes, tout en répondant à des enjeux majeurs : protection de l'eau potable, amélioration de l'alimentation, prévention en santé, emploi local, maîtrise des dépenses publiques et résilience des territoires.

5 ENGAGEMENTS POUR AGIR LOCALEMENT

Le Pacte Bio Municipales s'articule autour de cinq engagements structurants, qui concernent directement la vie quotidienne des habitantes et habitants :

Développer l'agriculture biologique à proximité des captages afin de protéger durablement la qualité de l'eau potable et de limiter les coûts de dépollution.

Respecter la loi EGALim et aller au-delà des 20 % de produits bio en restauration collective, pour une alimentation plus saine et un soutien renforcé aux filières locales.

Proposer des paniers de produits bio aux femmes enceintes, pour réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens dès les premières étapes de la vie.

Favoriser le maintien des terres agricoles biologiques en bio, en sécurisant le foncier et les exploitations déjà engagées.

Trier 100 % des biodéchets et les valoriser en priorité sur des terres cultivées en bio, dans une logique d'économie circulaire et de fertilité des sols.



UNE BOÎTE À OUTILS DÉDIÉE

Fiches argumentaires, modèles de messages, données locales... tout est disponible sur le site de Bio en Hauts-de-France pour vous lancer dans une séquence de plaidoyer local pour influencer les programmes des candidat.es.



LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL ET LA FNAB S'ALLIENT POUR DÉVELOPPER L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Le Conservatoire du littoral et la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique annoncent la création d'un partenariat stratégique visant à accélérer le développement de l'agriculture biologique sur les espaces littoraux français.

Cette collaboration inédite a pour objectif d'accompagner la transition agroécologique des territoires côtiers tout en préservant durablement les paysages et la biodiversité. Cette alliance répond à une ambition commune : faire du littoral un laboratoire exemplaire d'agriculture biologique et de résilience agroécologique. Ce partenariat entend soutenir les agriculteurs dans l'évolution de leurs pratiques, renforcer les dynamiques territoriales en lien avec les collectivités locales et sensibiliser le public aux enjeux de l'agriculture durable sur les zones côtières.

« Ce partenariat est pour nous un levier essentiel pour soutenir le développement de l'agriculture biologique. Aujourd'hui, 22% des surfaces agricoles gérées par le Conservatoire du littoral sont bio, mais avec ce partenariat, on peut aller plus loin. » déclare Hélène Syndique, directrice adjointe du Conservatoire du littoral.

Les premières actions conjointes seront déployées en 2026 sur plusieurs sites pilotes, avant un élargissement progressif à d'autres espaces littoraux.

DÉCOUVREZ CARTOBIO, LA CARTE DES PARCELLES EN BIO PRÈS DE CHEZ VOUS

L'Agence BIO met à disposition Cartobio, une carte interactive qui permet de localiser toutes les parcelles en agriculture biologique ou en conversion sur le territoire français.

Développé avec le soutien du plan Écophyto, cet outil s'appuie sur les données anonymisées des Registres Parcellaires Graphiques depuis 2019. Il offre de nombreuses fonctionnalités : recherche par territoire, type de culture, historique des parcelles et export de cartes.

Au-delà de la simple information, Cartobio sert aussi aux collectivités et acteurs agricoles pour accompagner les politiques locales : protection de l'eau, projets alimentaires territoriaux, paiements pour services environnementaux...

Explorez Cartobio dès maintenant : www.agencebio.org/cartobio



FNAB
Fédération Nationale
d'Agriculture Biologique



• RÉSEAU EN RÉGION

LA REVUE DES PROJETS DE BIO EN HAUTS-DE-FRANCE



SUPERPATATE : En décembre 2025, une première version de fiches sur les variétés robustes de pomme de terre, destinée aux acheteurs et aux industriels, a été partagée avec les acteurs du projet Superpatate. Ces fiches seront finalisées début 2026. Parallèlement, une rencontre se tiendra le 22 janvier en Bretagne pour le lancement du projet PARICL en agriculture biologique, qui prévoit quatre ans d'expérimentations visant à identifier des alternatives au cuivre pour la pomme de terre bio. Mathilde peut vous en dire plus :

m.joseph@bio-hdff.fr



P.A.N.I.E.R.S. : Après plusieurs années de déploiement continu au sein de nouvelles structures et de nouveaux territoires – 16 EPCI engagés à ce jour – l'année 2025 a été une année de prise de hauteur pour le dispositif. 2026 démarre avec la volonté affirmée de renforcer la place de ses partenaires — usagers, producteurs, collectivités, structures et intervenants — tant dans la gestion quotidienne que dans la gouvernance du dispositif. Dans cette perspective, des commissions seront mises en place et les engagements de chacun seront formalisés. Plus d'infos auprès de Marion : m.subtil@bio-hdf.fr



FERTILUZ : Sur les 3 récoltes entre 2023 et 2025, 15 essais ont été suivis par les partenaires du projet, réalisés soit en condition « agriculteur » dans des fermes, soit en station expérimentale (UniLaSalle à Beauvais). En complément, d'autres essais ont été conduits de manière plus autonome. Une synthèse globale de l'ensemble des essais est actuellement en cours de préparation. Une nouvelle page internet dédiée au projet est en ligne. Retrouvez-y une vidéo de présentation de l'essai « tomates » menée sur 3 ans à la ferme des Tilleuls (80). Fanny et Léa sont vos contacts : f.vandewalle@bio-hdf.fr, l.moisan@bio-hdf.fr



CULTURES INNOVANTES : Une synthèse pluriannuelle sur cinq ans, présentant la faisabilité de ces cultures dans notre région, est disponible sur notre site internet, accompagnée d'une carte des outils de triage disponibles en région. La dynamique se poursuivra avec le projet Biosem, prévoyant notamment le développement de la production de semences fourragères bio dans les Hauts-de-France, et la sécurisation des étapes de récolte et de post-récolte (fauchage, andainage, séchage, triage, stockage à la ferme). Yseult est votre interlocutrice : y.clanet@bio-hdf.fr.



BIODIVERSITE : La commission biodiversité s'est réunie en fin d'année afin de préparer les prochaines actions. Les échanges ont porté sur la poursuite des diagnostics « biodiversité du sol » en partenariat avec le Conservatoire des espaces naturels (un nouvel appel à candidatures sera lancé au 1er trimestre), la rédaction d'un manifeste en faveur de l'agriculture biologique et de la biodiversité, ainsi que le lancement d'un groupe d'agriculteurs engagés pour la biodiversité, inspiré de la démarche « Paysans de Nature » : jb.pertriaux@bio-hdf.fr



LEGUMILAB : Une plaquette co-construite avec A PRO BIO, dédiée aux atouts nutritionnels et aux usages des légumineuses, vient de paraître et sera diffusée dans les cabinets médicaux de la région. En parallèle, nous organisons une matinée à destination des PME, avec le collectif FiLoLég, autour de l'interconnaissance et d'une dégustation de sablés à base de farine de légumineuse bio et locale... Rendez-vous le 12 février à Arras ! Fanny est votre interlocutrice : f.vandewalle@bio-hdf.fr



BALAVOINE : Agriculteurs et industriel se sont réunis fin 2025 pour parler organisation. Les besoins en termes de qualité et la contrainte d'une qualité de semence irréprochable d'un point de vue absence de gluten se précise ! Tandis que l'avoine d'hiver pousse, les surfaces en avoine de printemps bio pour le marché du sans gluten ont été validées. Prochaine étape : travailler plus précisément les éléments d'un contrat tripartite entre les coopératives, les agriculteurs et l'industriel : f.vandewalle@bio-hdf.fr



• LE TOUR DE LA QUESTION

FILIÈRE BIO : DES SIGNAUX POSITIFS !

Après plusieurs années de turbulences, la filière biologique amorce une reprise progressive, encore contrastée et fragile, marquée par une stagnation en GMS et des situations économiques peu satisfaisantes dans certaines fermes. Entre signaux positifs sur les marchés, maintien des volumes de production et enjeux majeurs d'installation-transmission, l'agriculture biologique traverse une période charnière. Tour d'horizon de la conjoncture et des perspectives.

Le marché des produits biologiques montre des signes encourageants, notamment grâce à la vente directe et aux magasins spécialisés qui continuent d'afficher une croissance soutenue (+7,3 % entre aout 2024 et aout 2025). Ces circuits, fondés sur la proximité et la confiance, jouent un rôle clé dans le maintien de la consommation bio, en lien direct avec les attentes sociétales en matière de qualité alimentaire et d'origine des produits.

En grande distribution (GMS), les premiers signaux de reprise sont notables en 2025 (la décroissance s'affaiblit, elle passe de -4,8% en janvier 2025 à -2,3% en aout 2025). La question du re-référencement des produits bio se pose à nouveau chez ces distributeurs. Or, la GMS pesant pour la moitié du marché bio Français, la façon dont elle se comportera en cette sortie de crise aura un impact déterminant sur la relance des conversions. Certaines zones restent marquées par de véritables « déserts bio », conséquence des déréférencements massifs observés ces dernières années. Leur reconquête constitue un enjeu stratégique pour relancer la consommation et rééquilibrer l'offre, en particulier dans les territoires ruraux et périurbains.

Une production qui résiste, mais des tensions à anticiper

En dépit des inquiétudes, la filière biologique ne connaît pas d'effondrement de la production. Toutefois, les nombreuses déconversions observées en région dans les élevages durant l'hiver 2024-2025 laissent présager des tensions, voire des ruptures d'approvisionnement origine France dans plusieurs filières, notamment les œufs, la viande et le lait. Si les besoins de croissance sont identifiés, les incertitudes sur les prix bio à long terme freinent la capacité des producteurs bio à investir et n'encouragent pas encore les producteurs conventionnels à se projeter dans de nouvelles conversions. Cette évolution pourrait fragiliser la souveraineté alimentaire bio française si elle n'est pas anticipée.

Installation et transmission : un enjeu décisif

L'installation et la transmission apparaissent comme le levier stratégique majeur du redéveloppement de la SAU bio, conformément aux objectifs du Plan Bio et aux perspectives scientifiques. Aujourd'hui, 30 % des projets d'installation agricole en France sont envisagés en bio (10 % en Hauts-de-France).

Le défi est d'autant plus crucial qu'un agriculteur sur deux partira à la retraite d'ici 2030. Une évolution préoccupante se dessine : des fermes bio historiques se déconvertissent lors de la reprise par les enfants (notamment en lait) ou sont reprises par des fermes en conventionnel. Encore marginal, ce phénomène constitue un signal inquiétant pour l'avenir de la filière, alors que les fermes bio affichaient jusqu'ici un bon taux de transmission en bio. Le dispositif France Service Agriculture, actuellement en expérimentation, devra répondre à cet enjeu.

Un contexte macroéconomique et politique fragile mais encourageant

La question de la reconnaissance des services environnementaux rendus par l'agriculture biologique reste centrale. Des pistes se dessinent : prolongation du crédit d'impôt bio en cours de négociation, possible PAEC Bio pour les zones blanches non couvertes par les MAEC, mais l'intégration pleine et entière de l'AB dans la future PAC demeure incertaine. En région Hauts-de-France, comptons sur notre plan bio régional pour trouver les outils et les solutions adéquates.

Communiquer pour relancer la confiance

Les actions de communication portées par l'Agence Bio commencent à porter leurs fruits en repositionnant l'agriculture biologique au cœur du débat public, y compris à travers des controverses médiatisées. Le débat sur les produits phyto, relancé par la loi Duplomb, a ravivé les préoccupations sanitaires des consommateurs. Loin de fragiliser la filière, ces échanges contribuent à une prise de conscience accrue des citoyens et des professionnels de santé sur les enjeux alimentaires et environnementaux. Cependant, ce constat se heurte à une réalité budgétaire plus contraignante, avec des financements de l'Agence Bio en baisse, limitant la portée des actions de promotion..

La filière bio dispose de fondamentaux solides et de leviers clairs pour rebondir. Marchés en reprise progressive, enjeux d'installation cruciaux, reconnaissance environnementale et mobilisation collective seront déterminants pour transformer les signaux encourageants en relance durable.



• LE TOUR DE LA QUESTION

ÉCLAIRAGE DE GUILLAUME CATHELAIN, GÉRANT BIOCOOP MOLINEL



La reprise des ventes bio redonne de l'élan aux magasins spécialisés. Est-ce confirmé chez Biocoop, et comment cela se traduit-il en région ?

Oui, la dynamique est bien réelle. Si la CMS bio affiche une légère progression d'environ 1% en août 2025, les performances de Biocoop sont nettement supérieures. Sur la région Centre-Nord-Est, la croissance atteint +8% sur la même période.

Quelles stratégies Biocoop met-elle en place pour séduire à nouveau les consommateurs ?

Biocoop poursuit une communication forte autour des valeurs fondatrices de ses produits : qualité nutritionnelle, avec zéro marqueur d'ultra-transformation sur les produits à marque Biocoop, et transparence totale sur l'origine des matières premières. La politique d'achats privilégie d'abord les producteurs partenaires (PPA), puis l'origine France et, en complément, l'Europe. Par ailleurs, une baisse de prix, financée directement par la coopérative, a eu un impact positif notable sur les ventes.

Entre une demande qui repart et des surfaces agricoles fragilisées, quelles sont les ambitions de Biocoop ?

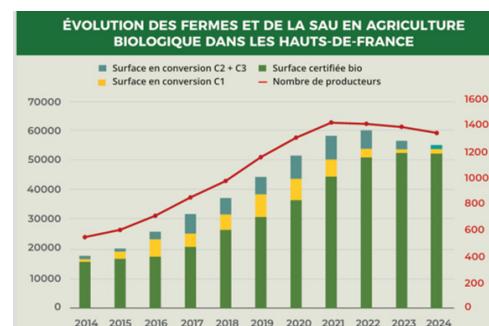
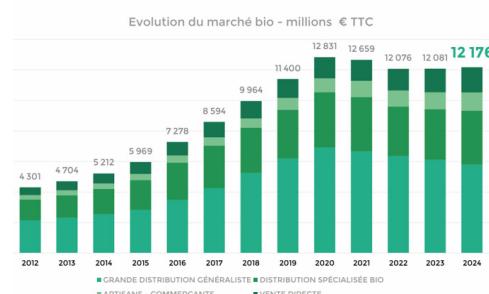
Le développement de l'agriculture biologique reste l'objectif central de la coopérative. Biocoop renforce son soutien aux producteurs partenaires, notamment à travers la décision votée en assemblée générale de passer les produits à marque Biocoop — majoritairement issus des PPA — en prix maximum autorisé, avec des marges plafonnées. Ces produits figurent parmi les meilleures ventes. Dans le même esprit, Biocoop soutient la filière viande en limitant la marge en magasin à 10%, afin de réallouer davantage de valeur aux producteurs et de préserver un écart de prix viable entre bio et conventionnel.

Ton implication au conseil d'administration de Bio en Hauts-de-France répond-elle à un enjeu de renforcement du lien entre coopérative, producteurs et consommateurs ?

Mon engagement au sein de Bio en Hauts-de-France s'inscrit pleinement dans cette logique. Il s'agit de mieux comprendre les attentes et les réalités des producteurs, de faire le lien entre l'amont et l'aval, et d'assurer une circulation fluide des informations et des besoins. L'objectif final est de contribuer, à mon échelle, à la construction d'une filière bio régionale plus solide, fondée sur la coopération et l'engagement collectif.

Des signaux d'amélioration encore fragiles en grandes cultures :

Après la mauvaise récolte de 2024, liée aux conditions climatiques et ayant permis d'assainir les stocks, la collecte 2025, d'un niveau moyen, permet de maintenir un équilibre global du marché. La consommation est attendue en légère hausse (+2% en meunerie et chez les fabricants d'aliments du bétail), mais elle reste inférieure de 15% à la moyenne quinquennale, en raison notamment de la baisse des surfaces de grandes cultures biologiques (-12,4% au niveau national entre 2023 et 2024 ; -4% en Hauts-de-France). Les prix se réajustent mais restent inférieurs au niveau de 2021, dans un contexte de hausse des coûts de production. Après deux campagnes difficiles, la situation s'améliore mais nécessite de préserver une bonne adéquation entre l'offre et la demande, notamment via la contractualisation, la diversité des assolements et la structuration des filières. Une enquête menée auprès d'une trentaine de fermes bio en région confirme l'impact économique de cette période : entre 2022 et 2024, les marges semi-directes ont reculé de 36%, jusqu'à -50% pour les fermes céréalières.





• OPTIMISATION DES SYSTÈMES

CHANGEMENT CLIMATIQUE : ACCOMPAGNER LES AGRICULTEURS FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS

Depuis l'essor des activités industrielles, la température moyenne sur Terre ne cesse d'augmenter. Le changement climatique a de nombreuses répercussions, notamment sur le secteur agricole. Dans le cadre d'un appel à projets de l'ADEME, Bio en Hauts-de-France mène des actions de sensibilisation et d'accompagnement des agriculteurs vis-à-vis du changement climatique.

Ateliers Fresque du climat

L'atelier Fresque du climat est un atelier ludique et collaboratif qui permet de mieux comprendre les enjeux climatiques et d'identifier des leviers d'action. Quels sont les mécanismes du changement climatique ? Quelles sont ses causes et ses conséquences ? Quel est le rôle de l'agriculture vis-à-vis du changement climatique ? Comment agir concrètement ? L'atelier nous invite à réfléchir à ces questions et encourage les échanges entre les participants.

Un premier atelier a eu lieu à l'automne à Pierrefitte-en-Beauvaisis, dans l'Oise. Cet atelier animé par Claire Blas, élevageuse de bovins laitiers et référente Climat chez Bio en Hauts-de-France, a réuni six participants. Cette demi-journée riche en échanges nous a permis de mieux comprendre les causes, les mécanismes et les impacts du changement climatique, d'observer les liens entre climat et agriculture, et d'identifier des leviers d'atténuation et d'adaptation pouvant être mis en place dans les exploitations agricoles. Chacun a pu exprimer son ressenti, sa vision du futur, ses craintes et ses espoirs. Déjà connaisseurs des enjeux climatiques, les participants ont apprécié cet atelier qui leur a permis d'échanger et d'approfondir leurs connaissances du sujet.

Plusieurs ateliers Fresque du climat seront programmés pour l'année 2026. Ils s'adressent à tous les agriculteurs, des novices jusqu'aux plus aguerris. Pour plus d'informations sur ces ateliers, n'hésitez pas à contacter Bio en Hauts-de-France.

Impact de l'agriculture biologique sur le climat

L'ITAB (Institut de l'agriculture et de l'alimentation biologiques) a récemment mené une étude sur les externalités de l'agriculture biologique. Cette étude révèle que les émissions de gaz à effet de serre sont réduites en agriculture biologique, par rapport à l'agriculture non biologique : -10 à -20% en élevage, et -50% en grandes cultures.

Mesurer l'impact de sa ferme sur le climat et identifier des leviers d'action

Quel est l'impact de ma ferme sur le climat ? Comment mesurer cet impact ? Quelles actions mettre en place sur ma ferme pour agir en faveur du climat ?

Le diagnostic Climat/Energie ACCT FNAB, développé par Solagro et la FNAB, permet d'évaluer les performances climatiques et énergétiques des fermes. Ce diagnostic prend en compte l'exploitation agricole dans sa globalité et s'adapte à tout type de production (grandes cultures, élevage, maraîchage...). Il permet de mesurer l'impact d'une ferme sur le climat à travers trois grandes thématiques : la consommation d'énergies fossiles, l'émission de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, protoxyde d'azote, méthane et gaz fluorés),

et le stock et le stockage de carbone sur l'exploitation agricole. Ce diagnostic permet de faire un état des lieux de l'impact de sa ferme sur le climat, d'identifier les pratiques déjà mises en place sur la ferme et favorables au climat, et d'identifier des leviers d'action à mettre en place.

A titre d'exemple, le 1er diagnostic climat que nous avons réalisé dans une ferme de polyculture élevage bovin viande émet en totalité sur l'exploitation 189,47 tCO₂e /an, soit 3,0 tCO₂e /ha. En France, les émissions brutes moyennes sont de 283 tCO₂e/an par exploitation agricole, soit 3,9 t CO₂e/ha de SAU. (Source : ClimAgri, Recensement Agricole 2020)

SI VOUS SOUHAITEZ BÉNÉFICIER D'UN DIAGNOSTIC CLIMAT/ÉNERGIE SUR VOTRE FERME ET D'UN ACCOMPAGNEMENT À LA MISE EN PLACE D'UN PLAN D'ACTION, VOUS POUVEZ CONTACTER BIO EN HAUTS-DE-FRANCE.



Liberté
Égalité
Fraternité



Agir • Mobiliser • Accélérer



ADEME
Agence de la Transition Écologique



Marion Thériez,
07 83 84 04 36
m.theriez@bio-hdf.fr



• FILIÈRE

LA VIANDE, NOUVELLE OPPORTUNITÉ POUR L'ÉLEVAGE BOVIN LAITIER ?

Depuis le début de l'année 2025, la filière viande bovine connaît une tension inédite : l'offre se raréfie alors que la demande redécolle notamment en restauration collective, et les prix s'envolent. Pour les éleveurs laitiers bio, cette conjoncture représente une chance à saisir : celle de valoriser pleinement leurs animaux, en construisant des filières locales, durables et rémunératrices.

Une demande régionale en forte croissance

Les signaux sont clairs : après de longues années atones, la restauration collective s'engage enfin de plus en plus pour la viande bio. Des acteurs régionaux comme les viandes du Château neuf ou Croc-la-Vie recherchent activement des viandes bovines bio tandis que le Bassin parisien tire fortement la demande vers le haut avec de nombreux appels d'offres en viande bio remportés par des acteurs régionaux. Nous recensons un besoin en bovins laitiers bio qui dépasse 2 000 têtes par an – soit presque l'intégralité des vaches de réforme bio de la région. La valorisation de tous les animaux en bio n'est plus une option, mais une nécessité

Un défi : structurer l'offre

Aujourd'hui, la viande reste un co-produit de la filière laitière. Par habitude ou par manque de débouchés, la majorité des animaux sont vendus en conventionnel, souvent à 15 jours pour les veaux, ou en fin de lactation pour les vaches. Pourtant, les acteurs de l'aval sont prêts : transformateurs et distributeurs attendent une production bio locale et organisée. L'enjeu ? Sortir des logiques de marché volatiles pour bâtir une filière équitable, où chaque maillon est rémunéré équitablement, avec des prix contractualisés à long terme.

Des solutions concrètes à mettre en œuvre

À court terme, les éleveurs peuvent s'appuyer sur l'association Viandes Bio des Hauts-de-France pour négocier des prix équitables. À plus long terme, il faut développer des ateliers d'engraissement bio, recréer des liens entre naiseurs et engrangeurs, et innover dans les pratiques. Une formation sur l'élevage des veaux sous nourrice, proposée le 20 janvier en partenariat avec le FIBL, offrira des clés pour une croissance optimale au pâturage.

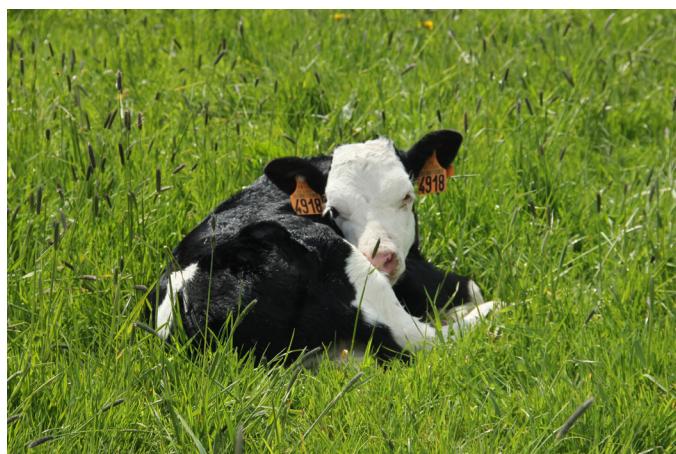


Un défi : structurer l'offre

Aujourd'hui, la viande reste un co-produit de la filière laitière. Par habitude ou par manque de débouchés, la majorité des animaux sont vendus en conventionnel, souvent à 15 jours pour les veaux, ou en fin de lactation pour les vaches. Pourtant, les acteurs de l'aval sont prêts : transformateurs et distributeurs attendent une production bio locale et organisée. L'enjeu ? Sortir des logiques de marché volatiles pour bâtir une filière équitable, où chaque maillon est rémunéré équitablement, avec des prix contractualisés à long terme.

Agir ensemble pour une filière vertueuse

La conjoncture est favorable, mais elle ne durera pas éternellement. Plutôt que de subir les aléas du marché, construisons dès maintenant une filière bio, locale et stable. Les outils et les partenaires existent : à vous de jouer !



CONTACTEZ-NOUS POUR PARTICIPER À LA STRUCTURATION DE CETTE FILIÈRE.



Claire Ramette
07 87 32 28 60
c.ramette@bio-hdf.fr



Bertrand Follet
07 87 32 11 30
b.follet@bio-hdf.fr



DURABILITÉ ET RÉSILIENCE DES PAT

Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) sont des politiques volontaires portées par des collectivités territoriales. Deux années d'accompagnement collectif ont permis à huit territoires des Hauts-de-France de déchiffrer les enjeux complexes des filières agricoles régionales afin de concevoir des PAT engagés en faveur de la transition écologique et sociale.

Cet accompagnement est né d'un constat partagé avec nos partenaires, Terre de Liens et le BASIC : la nécessité de diffuser de l'information et des outils auprès des PAT, de plus en plus nombreux en Hauts-de-France, afin de renforcer leur durabilité et leur résilience. Pour certains élus, le fonctionnement de filières agricoles internationalisées, les contraintes des fermes, ou encore les spécificités du marché foncier régional constituent des enjeux complexes, qui nécessitent des outils d'analyse adaptés. Fin 2023, huit collectivités territoriales ont ainsi été sélectionnées pour bénéficier de deux années d'animation sur ces thématiques.

1 an d'accompagnement collectif pour s'approprier les enjeux

En 2024, 17 agents territoriaux et 12 élus ont pris part à quatre journées de travail collectif et à une journée de visites de terrain, afin de mieux s'approprier les enjeux alimentaires et agricoles de la région et de leur territoire. Ces temps d'échange ont permis aux participants d'explorer de nombreuses données clés : que produit-on, que transforme-t-on et que consomme-t-on en Hauts-de-France ? Ces éléments sont-ils corrélés ? De quoi les fermes ont-elles besoin pour fonctionner ? Quels sont les impacts sur l'environnement et la santé ?

Ils ont également approfondi ces questions à l'échelle de leur territoire, afin d'identifier leurs priorités d'action. Ces rencontres ont mis en évidence l'existence de nombreux leviers pour agir, tels que la gestion du foncier, la restauration collective, la sensibilisation des publics ou encore le renouvellement des générations agricoles.

8 mois de parcours personnalisés pour faire émerger des projets

À la suite des temps collectifs, l'année 2025 a été consacrée à l'accompagnement de l'émergence de projets concrets sur chacun des territoires. Quatre territoires accompagnés par Terre de Liens ont identifié les leviers fonciers mobilisables pour soutenir une agriculture durable : le Pays de Thiérache, la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut, la Communauté de Communes Hauts-de-Flandres et la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.

Quatre autres territoires, accompagnés par Bio en Hauts-de-France, ont travaillé sur le développement de filières bio locales. Parmi leurs initiatives : des projets d'ateliers de transformation de légumes (une conserverie à la Communauté de Communes Senlis Sud Oise, une légumerie sur l'Agglomération de la Région de Compiègne), la réflexion sur des circuits de distribution de produits bio locaux (Communauté de Communes Cœur d'Ostrevent), ainsi que la mise en place d'un dialogue entre fermes bio et collectivités pour faire émerger des idées (Communauté de Communes Picardie des Châteaux).

Quels résultats aujourd'hui ?

Ces territoires poursuivent le développement de filières bio ou de stratégie foncières adaptées aux enjeux de leur territoire. Lors de la journée de clôture, élus et agents ont pu partager leur retour d'expérience, soulignant la légitimité gagnée, ainsi que les outils et arguments acquis au cours de l'accompagnement, qu'ils savent désormais mobiliser auprès des acteurs de leur territoire.

Un nouvel accompagnement collectif est en cours de réflexion afin d'outiller les nouveaux exécutifs territoriaux, élus suite aux élections municipales de mars 2026.

POUR ALLER PLUS LOIN



Témoignage de Michel Pernot-Dubreuil,
élu à la ville de Margny-les-Compiègne
et à l'Agglomération de la Région
de Compiègne



Vidéo « Comment construire un PAT durable et résilient ? »



L'outil SISTA du BASIC



Élus et agents accompagnés - journée de clôture



Mathilde Joseph
07 87 32 58 88
m.joseph@bio-hdf.fr



“

CHRISTOPHE DELATTRE, POLYCULTEUR-ÉLEVEUR DANS LE BOULONNAIS



À Audinghen et Bazinghen, Christophe Delattre fait pousser des shiitakés et élève des Angus dans une ferme familiale reprise en 1992, avec son épouse Anne. En 2022, poussé par ses enfants « tous dans le bio », il relève un défi unique dans le Boulonnais : l'agriculture bio de conservation, qui interdit labour profond et herbicides.

En 1992, la ferme est dans un système classique de polyculture-élevage : lait, céréales, betteraves. Pendant une quinzaine d'années, la production laitière structure le quotidien. Jusqu'au jour où la mise aux normes impose un choix : reconstruire et délocaliser totalement les bâtiments... ou changer de cap. « On a décidé d'arrêter le lait. » Christophe et Anne entament alors une réflexion de fond. Comment reprendre la main ? Comment maîtriser la production, du champ à l'assiette ?

La réponse viendra avec l'élevage de bovins Angus, une race rustique adaptée au territoire boulonnais. Les animaux sont nourris 100 % à l'herbe et au foin, pâturent de fin mars à début décembre, sur des prairies aux pentes parfois abruptes. Aujourd'hui, le troupeau compte une quarantaine de mères, la commercialisation se fait en direct et sur les marchés.

Ce passage à la vente directe et aux circuits courts marque un tournant décisif. « C'est la vente directe qui nous a amenés à la bio. » Non par idéologie initiale, mais par logique : produire moins de volume, mais mieux, et surtout garder la maîtrise.

Une ouverture vers l'extérieur

Le changement est aussi humain. Christophe quitte l'isolement de la ferme pour les marchés, les échanges,

le contact avec les consommateurs. « Avant, on venait sur la ferme. Aujourd'hui, c'est moi qui vais au-devant des gens. »

Les clients deviennent des habitués, d'autres découvrent. Les retours sont francs. « Si je reçois des félicitations, je les prends. Si je reçois une claque, je la prends aussi. »

Tous deux issus du milieu agricole, Christophe et Anne construisent un système qui leur ressemble, sans chercher à répondre aux attentes sociétales. « J'évolue dans le sens qui me plaît, avec l'environnement que j'ai. »

Un système en constante évolution

La ferme bascule progressivement vers l'agriculture biologique : première formation en 2013, première parcelle convertie en 2014, en 100 % bio depuis 2023. Une transition menée en grande partie en autodidacte, avec l'appui du GABNOR à l'époque (ex Bio en Hauts-de-France), mais surtout beaucoup d'essais, d'erreurs et d'apprentissages.

Pâturage tournant dynamique, limitation du travail du sol, agroforesterie : la ferme devient un terrain d'expérimentation à ciel ouvert. Une plate-forme d'essais en grandes cultures, portée notamment par sa fille Noélie, voit le jour dans le cadre du projet régional ABAC. TCS, strip-till, semis direct : les pratiques évoluent au fil des problématiques rencontrées, du ray-grass au chiendent.

La ferme a d'ailleurs accueilli les « Journées nationales de l'ABC » en janvier 2025. « Quand on innove et qu'on rencontre des gens qui vont dans le même sens, c'est extrêmement enrichissant. »

FERMOSCOPIE



1992 : reprise de la ferme familiale



2014 : première parcelle convertie en bio

2023 : 100% bio



CULTURES : blé, colza, féverole, sarrasin, avoine, épeautre, orge et prairies



CHEPTEL : 40 mères Angus

Diversifier pour tenir le cap

Christophe mise sur la diversification pour sécuriser sa ferme. Son système de cultures est désormais très simplifié, reposant sur le blé, le colza, la féverole, le sarrasin, l'avoine, l'épeautre, l'orge et les prairies. Il produit de la farine à petite échelle, dans la même logique que pour la viande : rapprocher la production du consommateur.

En 2022, il se lance dans la culture de champignons (pleurotes et shiitakés) : un atelier qui se développe, avec des débouchés variés.

Les projets aujourd'hui ne manquent pas (transformation de viande, plats cuisinés, magasin à la ferme), portés collectivement par la famille, avec ses « trois jeunes zouaves », pleinement impliqués.





• AGENDA ÉVÈNEMENTS

PROCHAINS EVENEMENTS

[FORMATION] ÉLEVER DES VEAUX LAITIERS SOUS NOURRICES

20 JANVIER 2026 | 10:00 MAROILLES (59)

Contact : 07 87 32 11 30 | b.follet@bio-hdf.fr

[FORMATION] AMÉLIORER LA SANTÉ DE SES PLANTES ET DE SES SOLS AVEC LES MACÉRATIONS

2 & 3 FÉVRIER 2026 | 09:00 OISE (60)

Contact : 07 87 32 93 31 | y.clanet@bio-hdf.fr

[FORMATION] ANALYSER ET ASSURER LA RENTABILITÉ DE SA FERME DE GRANDES CULTURES BIO

13 FÉVRIER 2026 | 09:00 À ESQUEENNOY (60)

Contact : 007 87 32 40 85 | c.cnudde@bio-hdf.fr

[FORMATION] MÉCANIQUE AGRICOLE – LE TRACTEUR : COMMENT L'UTILISER, L'ENTREtenir ET LE RÉPARER

16 & 17 FÉVRIER 2026 | 09:30 À REUIL-SUR-BRÈCHE (60)

Contact : 07 87 32 52 70 | l.moisan@bio-hdf.fr

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES FORMATIONS COLLECTIVITÉS – 2026

MARS

MAÎTRISER LES ENJEUX DU SYSTÈME AGRICOLE ET ALIMENTAIRE DES HAUTS-DE-FRANCE POUR PILOTER MON PROJET DE TERRITOIRE : FONCIER, FILIÈRES, CLIMAT, EAU, BIODIVERSITÉ

**5 & 6 mars
à Lille (59) ou Arras (62)**

Objectifs :

- Comprendre la transversalité des enjeux du système alimentaire régional
- Identifier les leviers d'action mobilisables par les collectivités
- Travailler en inter-services (urbanisme, foncier, eau, environnement, PAT, PCAET)
- S'inspirer d'exemples concrets de politiques publiques territoriales

Intervenants : BASIC, Terre de Liens

Durée : 2 jours

Conditions financières (indicatif)

Frais pédagogiques stagiaires : 375 € HT / 2 jours (repas non compris)

SÉCHERESSES, COULÉES DE BOUE : QUELLES PERSPECTIVES ET QUELS LEVIERS POUR LES COLLECTIVITÉS ?

**19 & 20 mars
à Gouzeaucourt (59)**

Objectifs :

- Comprendre les impacts du changement climatique sur le cycle de l'eau et l'agriculture
- Identifier les risques (érosion, inondations, sécheresses) à l'échelle locale
- Mieux appréhender l'utilisation de l'eau en agriculture
- Connaitre les leviers réglementaires et opérationnels pour agir sur son territoire

Durée : 2 jours

Conditions financières (indicatif)

Frais pédagogiques stagiaires : 375 € HT / 2 jours (repas non compris)

MAI

COMMENT PARLER BIO SUR MON TERRITOIRE ? OUTILS, POSTURES ET MÉTHODES

**21 & 22 mai
À Amiens (80)**

Objectifs :

- Comprendre l'agriculture biologique et ses spécificités en Hauts-de-France
- Identifier les freins à la conversion et les bénéfices territoriaux de la bio
- Réaliser un autodiagnostic territorial (PAT, PCAET, plan bio territorial)
- Développer un dialogue constructif avec le monde agricole (dialogue territorial)

Intervenants : Trame

Durée : 2 jours

Conditions financières (indicatif)

Frais pédagogiques stagiaires : 375 € HT / 2 jours (repas non compris)



Delphine Beun
07 87 32 45 14
d.beun@bio-hdf.fr



Mathilde Joseph
07 87 32 58 88
m.joseph@bio-hdf.fr

RETROUVEZ TOUS NOS PROCHAINS EVENEMENTS ICI : WWW.BIO-HAUTSDEFRANCE.ORG

SIÈGE SOCIAL, SITE PHALEMPIN • T 03 20 32 25 35 • SITE AMIENS • T 03 22 22 58 30 • www.bio-hautsdefrance.org

Avec le soutien de nos adhérents et partenaires institutionnels financeurs

